

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAIBE

23^{ème} REUNION DU COMITE SPECIAL DU TOURISME DURABLE ET 1^{ère} REUNION PREPARATOIRE A LA 3^{ème} REUNION DES MINISTRES DU TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE (RMT-3)

Managua (Nicaragua), les 28 et 29 juin 2012

DOCUMENT D'INFORMATION SUR LA REUNION DES MINISTRES DU TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE – CONSIDERATIONS SUR LA CONVOCATION DE LA RMT-3

1. INTRODUCTION

La Réunion des Ministres du tourisme de l'AEC (RMT) est considérée comme une plateforme politique pour les ministres du tourisme des différentes sous-régions de la Grande Caraïbe ; elle leur permet de coordonner leurs efforts et d'aborder leurs problèmes communs liés au tourisme : l'un des secteurs économiques les plus importants pour notre région. Elle leur fournit aussi l'occasion d'avoir accès à des informations actualisées et pratiques qui contribuent à la mise en œuvre de politiques du tourisme dans une optique de durabilité.

Le thème de cette réunion ministérielle et les sujets annexes correspondants ont été choisis pour faciliter la définition de politiques là où c'est nécessaire, et pour mettre en place des stratégies d'intervention susceptibles d'être appliquées par le biais de la coopération. Dans ces conditions, les organisations partenaires, internationales et régionales, sont invitées à faire part de leurs initiatives et de leurs réflexions sur les problèmes contemporains et nouveaux tels que la protection et la sécurité des touristes, l'accessibilité aérienne, la situation financière mondiale et le changement climatique. A cet égard, la réunion a pour but de favoriser les discussions multilatérales destinées à renforcer les mécanismes de coopération en matière de développement du tourisme.

A la suite du mandat émis par le IV^e Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement, tenu au Panama en juillet 2005, deux RMT ont eu lieu : la RMT-1 à La Havane (Cuba), en octobre 2006 et la RMT-2 à Barranquilla (Colombie), en avril 2009. Ce document présentera une vue générale de l'évolution historique des RMT, des informations sur les logiques d'intervention et des réflexions sur la convocation de la 3^{ème} réunion des ministres du tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-3).

2. HISTORIQUE

A l'occasion du IV^e Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'AEC qui a pris fin le 29 juillet 2005 à Panama City, les Chefs d'Etat et/ou de gouvernement ont encore une fois reconnu l'importance du tourisme pour les pays de la Caraïbe, ainsi que le besoin d'échanger les expériences nationales dans le domaine des politiques publiques susceptibles de servir de point de référence pour la formulation de lignes directrices régionales en vue d'assurer la durabilité de cette activité économique.

Conformément à l'Article 22b de la Déclaration de Panama, le Comité spécial sur le Tourisme durable de l'AEC (CSTD) a été chargé d'organiser cet échange à travers la convocation d'une Réunion des autorités touristiques de haut niveau de la Grande Caraïbe :

Nous décidons que les ministres du Tourisme ou les plus hautes autorités touristiques des membres de l'AEC, dans le cadre du Comité spécial du Tourisme durable et en coordination avec les agences spécialisées au sein de la Grande Caraïbe, organiseront une réunion durant le premier semestre de 2006, afin de faciliter l'échange d'expériences et l'analyse des propositions et d'options relatives aux politiques publiques du tourisme, en particulier en ce qui concerne les croisières, dans le but d'évaluer les possibilités pour que cette modalité du tourisme puisse contribuer de façon plus significative au développement durable du secteur dans les pays de la zone.

Par conséquent, la CSTD lors de sa XV^e Réunion tenue à Fort-de-France, Martinique, le 30 novembre 2005, a convenu de convoquer la Première Réunion des Ministres du Tourisme de la Grande Caraïbe (RMT-1) durant le premier semestre de 2006. En février 2006, le Gouvernement de Cuba a offert d'accueillir la RMT-1 à la Havane le 8 mai, dans le cadre des activités du 25^e Salon international du Tourisme à Cuba. Toutefois, après consultation avec les acteurs institutionnels et considération de différentes raisons, y compris le chevauchement de cette réunion avec des engagements antérieurs de certains partenaires régionaux clés, la réunion a été ajournée et a fini par avoir lieu le 19 octobre 2006.

Les décisions et recommandations de cette réunion de hautes autorités touristiques ont été captées dans la Déclaration de la Havane sur le Tourisme dans la Grande Caraïbe (DHAV). Le Conseil des ministres de l'AEC a signé l'Accord N° 11/07 institutionnalisant la DHAV.

Reconnaissant l'importance de ce forum touristique de la Grande Caraïbe, la RMT-1 « a convenu d'analyser la proposition d'institutionnaliser la Réunion ministérielle du Tourisme sur une base biennale ». La RMT-1 ayant eu lieu en 2006, la CSTD a demandé aux Etats membres et membres associés de l'AEC d'envoyer leurs expressions d'intérêt pour accueillir la II^e Réunion ministérielle sur le Tourisme (RMT-2) en 2008. Toutefois, les pays n'ont pas manifesté leur intérêt à accueillir cette réunion en 2008. C'est à l'occasion de la XIV^e Réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'AEC en janvier 2009 que la République de Colombie a présenté officiellement son offre d'accueillir la RMT-2 en avril 2009 ; offre qui a été acceptée par la signature de l'Accord N° 08/09.

La RMT-2 a donc eu lieu à Barranquilla le 24 avril 2009. Avec la participation de délégations de huit Etats membres (quatre au niveau des ministres) et de deux membres associés, deux observateurs fondateurs (l'OTC et la CEPALC), ainsi que d'experts de deux agences régionales spécialisées (IICA, CDERA) et de l'Université d'Oxford, la réunion a adopté une série de recommandations qui sont réunies dans la Déclaration de Barranquilla sur le Tourisme durable dans la Grande Caraïbe (DBAQ). La réunion a proposé de considérer un changement de la périodicité des RMT de biennale, comme convenu lors de la RMT-1 à annuelle, toutefois, des préoccupations ont été exprimées quant au nombre d'événements régionaux et internationaux tenus chaque année, auxquels la présence des Ministres du Tourisme est requise et on a recommandé qu'une attention particulière soit accordée à la sélection de dates pour la RMT annuelle proposée.

3. LOGIQUE D'INTERVENTION

OBJECTIF

L'objectif de cette Réunion ministérielle sur le Tourisme consiste à échanger des avis, à consolider des actions communes qui auraient des bénéfices pour les différents membres de l'AEC et à proposer des options tendant à accroître la contribution de l'industrie du tourisme au développement durable des pays de la Grande Caraïbe.

PORTEE

On invite les ministres du Tourisme et hautes autorités touristiques des pays de la Grande Caraïbe à échanger leurs avis sur des alliances stratégiques dans le domaine du tourisme concernant l'économie régionale, le transport, l'environnement, ainsi que les initiatives régionales sur la diversification des produits et la participation communautaire afin d'assurer la durabilité de cette source importante de devises étrangères pour la Grande Caraïbe.

De plus, on invite aussi les organisations partenaires internationales et régionales à partager leurs initiatives et réflexions sur des questions courantes et complexes ayant une incidence sur le développement du tourisme, telles que la sécurité alimentaire, la situation financière mondiale et le changement climatique.

Eu égard à l'interdépendance de plusieurs questions liées à l'industrie régionale du tourisme, dans la préparation de l'ordre du jour de la RMT, le Comité spécial et la Direction du Tourisme durable de l'AEC travaillent en collaboration étroite avec les Directions du Commerce, du Transport et de la Prévention des Risques de Catastrophes de l'AEC et leurs Comités spéciaux respectifs.

PROCESSUS

Si un pays est intéressé par l'accueil de la RMT, il le communique au Secrétariat par écrit. Le Secrétariat informe à son tour les membres de l'AEC de cette offre. L'organisation d'une réunion de l'AEC en dehors du siège de l'AEC est régie par l'Accord ministériel N° 05/03. Cet accord stipule les conditions et arrangements auxquels s'engagent un pays d'accueil ainsi que les responsabilités du Secrétariat. Cet accord est joint en Annexe I.

PERSPECTIVE DE L'AEC

À la XXI^e Réunion du Comité Spécial sur le Budget et l'Administration en novembre 2009, en réponse à la situation financière actuelle de l'AEC, il a été recommandé de réduire les dépenses des RMT. La DTD a pris note de cette recommandation et a demandé que la question de la convocation des RMT soit soumise à l'examen de la XV^e Réunion du Conseil des Ministres de l'AEC. En janvier 2010, le Conseil des Ministres a institutionnalisé la DBAQ au moyen de l'Accord N° 10/10 et prié instamment la DTD "de convoquer la réunion des Ministres du tourisme de la Grande Caraïbe pour la période 2010-2011 au siège de l'Association de préférence en vue de rationaliser les efforts".

Ces avis ont été communiqués à la 22^{ème} réunion du comité spécial du tourisme durable (CSTD-22), au cours de laquelle on est convenu que la prochaine réunion des ministres (RMT-3) aurait lieu en 2012-2013 et figurerait au budget programme du Tourisme durable de l'AEC.

Il s'avère que les RMT ont rempli leurs objectifs en offrant une plateforme facilitant les échanges intra-régionaux au plus haut niveau politique et l'articulation de positions communes sur des questions liées au développement durable du tourisme dans la Grande Caraïbe. Les deux Déclarations issues de ces réunions ont servi à orienter le travail du CSTD et de la DTD pour l'exécution du Programme de travail de l'AEC en matière de tourisme durable. Parmi les résultats immédiats des RMT, qui ont eu lieu à deux reprises seulement, figurent des initiatives telles que la création d'une Association des destinations de croisière (ACCD), l'appui à des projets concernant le tourisme régional et le changement climatique tels que CARIBSAVE, les efforts coordonnés des Directions du tourisme durable et du transport pour traiter les questions du transport aérien et maritime et de la sécurité alimentaire.

La participation des ministres du tourisme aux réunions régionales et internationales se réduit de plus en plus en raison de la crise financière mondiale actuelle qui touche les Etats membres et Membres Associés de l'AEC et de l'agenda très chargé du tourisme régional. Dans un contexte de ressources limitées, il importe d'élaborer des agendas qui ne se contentent pas d'aborder les principales questions du secteur touristique mais offrent aussi la possibilité de tirer parti des expériences d'autrui. Il importe en outre au plus haut point que les Etats membres et Membres Associés de l'AEC s'approprient les recommandations issues de ces réunions de haut niveau pour les incorporer à leurs agendas nationaux.

4. CONSIDERATIONS SUR LA CONVOCATION DE LA RMT-3

Il est prévu que la RMT-3 aura lieu environ 6 ans après la première réunion des ministres du tourisme (RMT-1) et un peu plus de 10 ans après la Convention créant la Zone de tourisme durable de la Caraïbe (ZTDC), convention conclue lors du 3^{ème} Sommet des chefs d'Etat et/ou de Gouvernement dans l'île de Margarita au Venezuela, en 2001. Le programme de travail du Tourisme durable a été conçu pour constituer un portefeuille de projets servant de base pour faire de la Caraïbe une **Zone de tourisme durable**. Il existe donc des relations symbiotiques, se renforçant mutuellement, encore confortées par les mandants émanant de ces forums que sont les réunions des ministres du tourisme. A ce propos, il vaut la peine de passer en revue les tendances et les problèmes actuels affectant l'industrie du tourisme dans la région, dans la mesure où ils sont liés au thème et à l'agenda de la RMT-3 qui élaborera à son tour projets et activités de suivi.

Une analyse de la situation de l'industrie régionale du tourisme et des facteurs qui l'affectent, révèle plusieurs mutations significatives et importantes. Ces mutations incluent les effets résiduels de la crise économique mondiale, l'influence de la technologie sur la chaîne de valeur mondiale, les pratiques d'achat du consommateur, l'accessibilité du marché et les canaux d'information, l'accroissement de la concurrence au moment où des destinations traditionnellement non orientées vers le tourisme se tournent vers ce secteur, les réorientations structurelles des marchés émetteurs parallèlement à la diminution des marchés primaires et à l'apparition de nouveaux marchés, les effets des nouvelles politiques concernant les voyages, les visas et l'immigration (taxe du Royaume-Uni sur les usagers des transports aériens, nouveaux règlements mis en place par les Etats-Unis en ce qui concerne les passeports,

nouvelle politique de l'UE en matière de libre circulation qui a rendu les voyages dans l'Union européenne plus pratiques et plus accessibles).

Toutefois, l'évolution de la demande du consommateur et de ses facteurs de motivation sont les changements qui ont exercé le plus fort impact. L'industrie du tourisme subit des transformations rapides dans la mesure où les destinations offrant comme attractions la nature, leur patrimoine culturel ou des activités récréatives, deviennent plus importantes, obligeant ainsi le tourisme traditionnel à faire face à des exigences plus strictes pour attirer le consommateur du 21^{ème} siècle plus clairvoyant et doté d'une plus grande conscience sociale. Cette situation représente un défi pour les gouvernements et les entreprises privées qui doivent concevoir de nouvelles approches pour le marché du tourisme, les voyageurs réclamant des voyages plus écologiquement et plus socialement responsables ainsi que des options diversifiées pour leurs vacances. Ce changement de modèle entraîne l'émergence d'un nouveau concept touristique : le marché de niche dans le secteur touristique ou le marché du « tourisme expérientiel » qui intègre en parts égales la nature, les ressources culturelles et l'implication de la population.

Dans le domaine du tourisme, un marché de niche est un segment particulier du marché reposant habituellement sur un produit bien défini pouvant être adapté aux intérêts du client. A titre d'exemple, nous pouvons citer dans la Caraïbe, le golf, l'observation des oiseaux/baleines et la plongée. Il convient de noter que **“niche” ne signifie pas nécessairement “petit”** – les marchés de niche peuvent générer des revenus importants et un grand nombre de touristes ; ils permettent de diversifier les produits et de réduire les effets de saisonnalité en diminuant la pression sur les régions très visitées par les touristes en les réorientant vers des sites ou des attractions moins fréquentés (CTO.org). Les touristes des marchés de niche ont le plus souvent tendance à dépenser plus que le touriste moyen ; en outre, ils sont plus susceptibles de passer plus d'une nuit dans une destination donnée. Le tourisme de niche garantit donc que les dépenses se répartissent plus largement dans l'ensemble du pays et touchent divers segments des populations locales ainsi que les micros, petites et moyennes entreprises de tourisme, induisant ainsi des avantages plus importants.

Selon l'OMT (Organisation mondiale du tourisme des Nations unies), le tourisme de niche est le segment de l'industrie touristique qui se développe le plus rapidement ; il comprend des segments spécialisés comme entre autres : le tourisme d'aventure, l'écotourisme, le tourisme culturel, l'agrotourisme, les voyages éducatifs, le tourisme volontaire et communautaire/pro-pauvres. L'“expérience” est une caractéristique unique faisant totalement partie du marché de niche dans le secteur du tourisme ; l'accent est alors mis sur des destinations pouvant offrir des expériences authentiques en matière de culture locale, de découverte, de proximité de la nature, de bien-être et d'aventure (UNWTO.org). Le « tourisme expérientiel » est devenu le terme courant qui englobe toute une gamme de tourisms et de voyageurs, et dans lequel les activités sont respectueuses de l'environnement, de la culture de la région d'accueil, intégrant participation active, implication et/ou immersion au nom de l'expérience et de la découverte.

Dans le secteur du tourisme, un marché de niche suppose et exige une destination bien gérée dans une optique de tourisme durable, pratiquant la responsabilité écologique et protégeant son patrimoine et ses ressources culturelles, ce qui présente à la fois des opportunités et des défis aux pays de la région. En termes d'opportunités le marché touristique de niche s'aligne sur les pratiques du tourisme durable ; par conséquent, un produit bien conçu et bien géré aura un

potentiel intersectoriel important pour atteindre les objectifs stratégiques liés à la croissance économique, à la responsabilisation sociale, à la conservation de la biodiversité et à la gestion des ressources naturelles ; il pourra aussi être un outil efficace pour traiter d'autres programmes d'intérêt commun tels que l'égalité des sexes, la santé sur un plan général et la gouvernance locale. Afin de remplir ces nouvelles conditions imposées par le marché, plusieurs pays de la Grande Caraïbe ont remporté des succès dans leurs tentatives de diversification de leurs produits, développant ainsi quelques-unes des niches les plus populaires. Cependant, et c'est un défi, le niveau de développement et de sophistication du produit varie selon les capacités, de sorte que le véritable potentiel reste largement inexploité.

Il est par conséquent nécessaire de favoriser l'acquisition des connaissances et des compétences afin que les pays de la Grande Caraïbe soient mieux en mesure d'attirer ces nouveaux marchés tout en maintenant sans la dévaluer, la tradition touristique mer-sable-soleil qui a toujours cours en raison du climat favorable et qui alimente un flux relativement stable de consommateurs en raison de leur âge et de leurs revenus, de la démographie et de la proximité des principaux marchés émetteurs.

Pour tenir compte au mieux de cette conjoncture, on propose que la RMT-3 explore le thème de l' **« Amélioration, à l'échelle mondiale, de la compétitivité de l'industrie régionale du tourisme, à travers le développement durable des marchés de niche »**. Les ressources touristiques de la région, dans le domaine de la nature, du patrimoine culturel et des aventures accessibles à tous, sont globalement compétitives. Par conséquent, il est recommandé que chaque destination se concentre sur le développement des atouts qui lui sont propres, de manière à renforcer ses avantages comparatifs pour créer une particularité locale face à la mondialisation. On propose qu'au cours de cette réunion, soient analysées des études de cas, régionales et internationales ainsi que les meilleures pratiques, en ce qui concerne la planification du tourisme, la définition d'une politique et d'un cadre institutionnel pour le suivi et l'évaluation, ce qui servira de documentation pour l'élaboration d'interventions stratégiques visant à gérer plus efficacement et à développer les niches régionales.

Le succès et la pérennité du marché de niche dans le domaine touristique exige un suivi constant de ses impacts. Un marketing et un positionnement adaptés ainsi que l'engagement à garantir des expériences positives maintenant ainsi un niveau de satisfaction élevé des touristes, sont également nécessaires et contribueront à améliorer la sensibilisation à l'égard des problèmes de durabilité à l'échelle nationale et régionale, tout en favorisant aussi parmi les visiteurs des pratiques orientées vers le tourisme durable (UNWTO.org). Une direction politique forte est donc essentielle pour assurer une large participation et pour parvenir à un consensus. Des segments de tourisme de niche convenablement développés et gérés pourront améliorer les capacités des pays à devenir plus attractifs pour cibler les marchés tout en accroissant aussi leur compétitivité en tant que lieux de vie, de visite, de travail et d'investissement.

Le projet de thème suivant est présenté comme cadre possible pour cette réunion.

Thème: Amélioration, à l'échelle mondiale, de la compétitivité de l'industrie régionale du tourisme, à travers le développement durable des marchés de niche

Etudes de cas et exposés présentés par les représentants des pays et les experts régionaux et internationaux, concernant l'amélioration des connaissances ainsi que les outils d'acquisition de compétences et les stratégies concernant :

- A. la diversification/ le développement des produits ;
- B. la promotion en matière d'image de marque et de positionnement ;
- C. le développement du tourisme multi destination et des marchés intra régionaux.

Exploration de la gestion et des stratégies tactiques pour le développement et le renforcement des marchés de niche régionaux suivants, dans le secteur du tourisme :

1. Tourisme axé sur la nature

- a. tourisme d'aventure (randonnées, plongée, voile, pêche à la mouche, plongée avec tuba) ;
- b. écotourisme (observation des oiseaux, des baleines et nidification des tortues) ;
- c. agrotourisme.

2. Tourisme culturel et tourisme lié au patrimoine

- a. tourisme culinaire ;
- b. tourisme communautaire (séjours chez l'habitant).

3. Tourisme de santé et de bien-être

- a. tourisme médical ;
- b. yoga, spas et séjours de santé et de bien-être.

4. Tourisme évènementiel (grand public)

- a. carnivals ;
- b. tourisme lié aux sports.

Dans le cadre du processus préparatoire, il est recommandé de faire une **enquête** pour examiner les incidences et l'état de développement de ces niches de marché dans les pays membres et membres associés de l'AEC. Cette enquête servira de base pour établir l'ordre du jour de la réunion, pour préparer sa déclaration finale ainsi que pour définir un plan d'action pour les activités de suivi. Cette enquête devra porter sur les points suivants :

- pour quelle raison la niche en question a-t-elle été sélectionnée et en quoi est-elle importante ?
- situation actuelle : niveau de croissance et de maturité ;
- informations sur les défis et les stratégies pour les relever ;
- exemples de meilleures pratiques ;
- précisions sur les revenus générés et sur la contribution au tourisme/PNB ;
- recommandations sur les moyens de renforcement : potentiel d'investissement, possibilités d'intégration dans la chaîne logistique etc.

ANNEXE I

ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAIBE (AEC)

NEUVIEME REUNION ORDINAIRE DU CONSEIL DES MINISTRES

Ville de Panama, Panama, le 27 novembre 2003

**ACCORD NO. 5/03 : GUIDE DES CONDITIONS REQUISES POUR LA TENUE DE
REUNIONS AYANT LIEU HORS DE PORT D'ESPAGNE**

Vu

L'article XV numéro 1 e) de la Convention créant l'Association des Etats de la Caraïbe ;
L'article 3 paragraphe e) de l'Accord 10/95, Règlement du Secrétariat ;
Les articles 11, 13 et 14 de l'Accord 7/95, Termes de Référence des Comités spéciaux ;
Les Règles de fonctionnement du Fonds spécial, Accord 4/95 ;

Considérant :

Que, tant les Comités spéciaux que le Fonds spécial de l'AEC, dans le cadre de leurs règles de fonctionnement, peuvent convenir de réaliser et ont en effet réalisé plusieurs réunions en dehors du siège du Secrétariat de l'AEC.

Que le Secrétariat, dans l'exercice de ses fonctions, doit apporter un soutien tant aux Comités spéciaux qu'au Fonds spécial pour l'exécution de leurs activités, y compris la tenue de réunions en dehors du Siège du Secrétariat.

Tenant en compte

Que le Secrétariat, afin d'assurer le bon déroulement des réunions tenues en dehors du Siège, a établi différentes méthodes de coordination avec l'Organisation, l'Etat, le pays ou territoire qui a proposé de servir de siège de ces dernières.

Que cette coordination établie par le Secrétariat avec l'Organisation, Etat, Pays ou Territoire ayant offert de servir de siège de la réunion a permis de résoudre les problèmes qui se manifestent généralement dans ce type d'activités, mais qu'il y a tout de même eu des cas où cet objectif n'a pas été réalisé, en dépit des efforts tant du Secrétariat que de l'Organisation, Etat, Pays ou Territoire respectif.

Convaincu

Qu'afin d'assurer le bon déroulement de ces réunions tenues en dehors du Siège du Secrétariat, il est nécessaire d'établir des critères minimaux nécessaires pour la tenue de ces dernières.

CONVIENT :

D'adopter les présents Termes de référence pour la tenue de réunions ayant lieu hors de Port d'Espagne.

TERMES DE REFERENCE POUR LA TENUE DE REUNIONS AYANT LIEU HORS DE PORT D'ESPAGNE

1.- Siège de la réunion et pays d'accueil.- Le siège des réunions des comités ou groupes de travail (ci-après, réunion) de l'Association des Etats de la Caraïbe (AEC) est le siège du Secrétariat de l'AEC (ci-après, Secrétariat). Toutefois les Etats membres et membres associés peuvent convenir de les réaliser dans un lieu différent. Le Pays, Territoire, Etat ou Organisation qui propose de servir de siège de la réunion est désigné l'Hôte.

2.- Coordonnateur de la Réunion.- L'Hôte désigne le Coordonnateur de la réunion et le Secrétariat désigne un agent, qui servira de liaison pour cette réunion. Les deux agents devront travailler en collaboration étroite afin d'assurer la préparation préalable et le bon déroulement de la réunion.

3.- Etape préparatoire de la Réunion.- Relativement aux préparatifs de la réunion, l'Hôte et le Secrétariat conviennent de coordonner des activités préalables à la réunion et d'élaborer ensemble la réglementation complémentaire nécessaire afin d'en assurer la réussite, entre autres, les fonctions et responsabilités du personnel de soutien de l'Hôte dans le cadre de la réunion ainsi que les relations et la coordination du travail avec les agents du Secrétariat qui participent à la Réunion.

4.- Autres activités préalables à la réunion.- On prévoit l'exécution des activités suivantes dans le cadre des préparatifs de la réunion :

a.- Document d'information.- L'Hôte élaborera un document d'information comprenant au moins les éléments suivants :

- Le siège de l'événement
- Les formalités de visa et taxes de départ ainsi que la possibilité d'exemptions pour les délégués qui en auront besoin.
- Le logement, les tarifs hôteliers, le déplacement entre l'aéroport et l'hôtel
- Toute autre information générale qu'on souhaite fournir sur le pays d'accueil ou Hôte.

Ce document doit établir clairement s'il sera nécessaire de faire des réservations d'hôtel par l'intermédiaire de l'Hôte ou s'il faudra d'appeler directement l'hôtel. Une fois élaboré le document d'information, ce dernier sera transmis au Secrétariat par courrier électronique en vue de sa diffusion parmi les délégations.

b.- Diffusion du Formulaire d'Inscription.- Préalablement à la Réunion le Secrétariat diffusera parmi les différentes délégations le formulaire d'inscription, avec les coordonnées du Coordinateur de la réunion désigné par l'Hôte, en demandant aux délégations d'envoyer les formulaires d'inscription au coordonnateur de la réunion désigné par l'Hôte et au Secrétariat.

c.- Cartes d'identité des délégations et autres matériel.- L'Hôte préparera les cartes de table portant le nom des délégations participantes ainsi que les cartes d'identité des délégations (insignes), en tâchant de les faire à l'avance, selon les informations présentées par les délégations participantes. En tant que courtoisie aux délégués de la réunion, l'Hôte leur fournira des dossiers, stylos et papier de notes.

d.- Transport durant la Réunion.- L'Hôte étudiera la possibilité d'assurer le transport des délégations entre les hôtels et le siège de la réunion.

5.- Documentation de la Réunion.- Le Secrétariat prépare toute la documentation qui sera utilisée lors de la réunion. Le Secrétariat et l'Hôte conviendront de la meilleure façon de procéder à la reproduction des documents de travail de la réunion, en étudiant et en décidant de la possibilité ou non de faire la reproduction des documents de la réunion au lieu de sa réalisation ou au siège du Secrétariat.

6.- Nomination de l'assistant du Rapporteur.- L'Hôte, en coordination avec le Secrétariat, nomme un assistant du Rapporteur et décide de l'appui logistique dont il disposera.

7.- Personnel du Secrétariat.- Le Secrétariat participera à la réunion à travers la présence du directeur du secteur et le cas échéant avec un agent du Secrétariat travaillant dans ce secteur et d'un employé de soutien. Cela sera établi par le Secrétariat en consultation avec l'Hôte, ainsi que la présence ou non du Secrétaire général de l'AEC.

8.- Principales Installations.- L'Hôte, dans la mesure de ces capacités, met à la disposition de la Réunion les installations suivantes :

a. Salle de Conférences.- Une Salle de Conférences suffisamment grande et éclairée pour la tenue de la réunion, avec un espace adéquat pour l'Installation des Cabines de Traduction simultanée, généralement trois. La Salle de Conférences devra aussi disposer d'un espace proche qui sera utilisé durant les pauses pour prendre un café ou pour d'autres activités que les participants effectuent habituellement durant la pause.

Comme c'est le cas lors de ces réunions, le bureau, qui peut être rectangulaire ou circulaire, doit avoir au moins un siège pour le Chef de la délégation participante et une file de chaises derrière pour les autres membres de la délégation. On doit également placer sur la table les écriteaux comportant le nom des pays ou organisations participants, par ordre alphabétique, dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, commençant par les pays membres, suivis des membres associés et observateurs fondateurs. Il doit y avoir un bureau supplémentaire muni d'un ordinateur pour le rapporteur de la réunion. On doit également prévoir des places pour les invités et observateurs, le cas échéant.

b.- Bureau pour le Secrétariat.- L'Hôte met à la disposition du Secrétariat un bureau bien placé par rapport à la Salle de Conférences et dûment climatisé, afin de répondre aux besoins de la réunion. Il sera muni de l'équipement suivant:

- Cinq (5) ordinateurs avec Windows 98 et Office 2000 : trois (3) destinés aux traducteurs et 2 au personnel du Secrétariat. Ils doivent tous disposer d'une application de traitement de textes en espagnol, anglais et français et du clavier correspondant ; et avoir accès à l'Internet et au courrier électronique.
- Lignes de téléphone et de télécopies avec accès international
- Une (1) photocopieuse rapide ayant la capacité de trier et d'agrafer le nombre de copies jugé nécessaires en fonction du nombre de participants
- Fournitures de bureau

Le Bureau du Secrétariat devra être prêt pour le jour d'arrivée du personnel du Secrétariat, afin qu'il puisse terminer les préparatifs de la réunion, avec d'autres personnes de soutien pour

aider dans la constitution des dossiers ou pour faire tout autre travail supplémentaire, comme convenu entre le Secrétariat et l'Hôte .

9.- Interprétation et Traduction de documents.- l'Hôte convient de fournir l'équipement et le personnel ci-après pour l'interprétation et la traduction de documents :

a.-Equipement :

Trois (3) cabines insonorisées pour une équipe de six (6) interprètes, deux (2) pour chaque langue (espagnol, anglais et français) avec la capacité technique pour enregistrer les interventions de la réunion. L'équipement aura au moins 2 bandes et chaque délégation aura un microphone sur sa table. Les autres membres de la délégation auront seulement un appareil d'écoute, ce qui leur permettra de suivre les délibérations.

b.- Personnel :

Six (6) interprètes, deux (2) par langue ; et trois (3) traducteurs de documents écrits, un (1) par langue.

10.- Personnel de Soutien.- L'Hôte mettra à la disposition de la réunion le personnel de soutien suivant :

- Un (1) employé de Conférence
- Deux (2) employés de bureau;
- Un (1) employé chargé de l'inscription ;
- Une (1) Personne pour faire et trier les copies ;
- Un (1) technicien pour les ordinateurs ;
- Un (1) technicien pour la salle de conférences afin de s'occuper de l'équipement d'interprétation, microphones et enregistrement de la réunion ;

11.- Autres équipements.- L'Hôte mettra à la disposition de la Réunion un projecteur à écran multimédia, en cas de besoin.

12.- Attentions et courtoisies de l'Hôte.- En tant que geste d'attention et de courtoisie à l'égard des délégués à la réunion, l'Hôte leur offrira durant le déroulement de la réunion des rafraîchissements et sandwiches. Le café, le thé et l'eau fraîche seront disponibles à tout moment. En règle générale, il doit y avoir de l'eau à la disposition de tous les participants assis dans la salle et les cabines d'interprétation.

13.- Eventualités.- L'Hôte doit prévoir le besoin éventuel d'équipements pour répondre aux tâches de dernière heure et disposer du personnel nécessaire pour fournir l'aide nécessaire.

14.- Révision. Ces termes de référence sont révisés préalablement à chaque réunion et adaptés aux besoins de la Réunion relatifs aux circonstances particulières de l'Organisation, Etat, Pays ou Territoire qui propose de servir d'Hôte pour une réunion de l'AEC, et seront convenus avec le Secrétariat dans un cadre flexible qui prendra en considération les cas de figure concernant les Membres et Membres associés plus petits.

Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago, le 19 octobre 2003.